

LES RÉVOLUTIONS RUSSES DE 1917 ET LES RÉMINISCENCES HISTORIQUES

par

SÁNDOR VADÁSZ

Lorsqu'on étudie les répercussions internationales des événements qui secouèrent la Russie en 1917 et les tentatives mises en œuvre pour en donner une interprétation à l'époque même, on s'aperçoit d'un phénomène qui n'a pas été pris en considération comme il l'aurait dû dans la littérature historique: je pense ici à l'insuffisance de l'information. Le front oriental avait coupé la Russie de l'Europe centrale et occidentale, par suite de quoi les uniques sources d'information étaient les communiqués officiels de l'Agence Télégraphique de Pétersbourg, ainsi que les rapports (pas précisément objectifs, il s'en faut) des correspondants des grandes agences de presse. (Dans le cas présent, nous ne tenons pas compte des compte-rendus faits dans leur pays par des socialistes anglais et français ou d'autres témoins oculaires ayant fait le voyage de Russie au cours du printemps et de l'été 1917, étant donné que ces rapports n'eurent d'influence que dans un rayon limité et qu'ils étaient liés à une étape déterminée du processus de la révolution russe). Les télégrammes envoyés de Pétersbourg n'arrivaient qu'avec retard et irrégulièrement dans les différentes capitales, et contenaient par-dessus le marché souvent des nouvelles contradictoires. Dans les premiers temps, l'incertitude régna en ce qui concernait le sort du tzar. Après la crise de politique intérieure de juin et juillet, le bruit se répandit qu'on avait arrêté Lénine. De nombreux rapports erronés virent le jour à propos du putsch de Kornilov, et surtout de la situation des Bolcheviks. Après la victoire de la révolution socialiste, plusieurs journaux annoncèrent le retour de Kerenski et la victoire remportée par ses troupes, et allèrent même jusqu'à annoncer la mort de Lénine. Afin de faire mieux sentir le degré de désinformation qui régnait alors, mentionnons que, dans le message envoyé à la «Révolution russe» par la CGT à l'occasion du congrès qu'elle réunit en décembre à Clermont-Ferrand, ses rédacteurs soulignent qu'ils saluent, non seulement Kerenski, mais aussi Lénine et Trotski... On ne peut donc s'étonner de la soif d'information dont font état les sources des archives de l'époque et les organes de presse bourgeois de gauche et socialistes (quotidiennement, dans le cas de ceux-ci). Cette situation ne fut que peu modi-

fiée par l'habitude passée au rang de pratique des journaux socialistes de publier des déclarations et des lettres procédant de révolutionnaires russes vivant à l'étranger. Selon une lettre de Paris en date du 16 juin, les Français se plaignaient d'être induits en erreur par de fausses informations, tandis que les émigrés voyaient «dans l'insuffisance de l'information la raison de certains sentiments hostiles manifestés par une partie de l'opinion publique française à l'égard de la Russie». ¹ Aux Etats-Unis, une commission spéciale fut créée pour assurer une information correcte du public sur tout ce qui se passait dans la Russie nouvelle. Cette situation se reflète bien dans un article intitulé «Que se passe-t-il en Russie?», publié le 25 juillet dans les colonnes du journal du Parti Social-démocrate de Hongrie, le *Népszava* (La Voix du Peuple): «Ce que disent les gens à propos de la révolution russe et ce qu'une grande partie de la presse en raconte est tellement invraisemblable et plein de contradictions que cette «révolution» telle qu'elle est imaginée par la presse et l'homme de la rue pourrait à bon droit être taxée d'anarchisme, à beaucoup plus juste titre que la révolution réelle de Pétersbourg, de Krystadt ou de Moscou.»

L'obstacle finalement de nature technique que représentait pour une information plus approfondie l'isolement où se trouvait la Russie devait influencer dans une large mesure sur les causes de la révolution russe de 1917, les rapports de classe et de parti et les raisonnements de principe portant sur les perspectives de la révolution, faisant une plus large place aux libres associations d'idées et à une interprétation arbitraire des événements. Selon nous, ce phénomène relève de la catégorie de la conscience historique, et peut être caractérisé par deux notions fondamentales: celles d'analogie et de réminiscence. Jusqu'à la fin de 1917, l'un des éléments les plus importants des analyses procédant essentiellement de politiciens et de journalistes social-démocrates est la recherche et l'application de parallèles historiques: c'est en se basant sur des analogies réelles ou imaginaires avec la Révolution française et, dans une mesure moindre, avec les révolutions du XIX^e siècle, que les informations filtrant lentement de Russie étaient interprétées. C'est donc l'analogie qui donna le jour aux réminiscences, que nous considérons comme une notion plus étendue que la précédente: l'interprétation des événements de Russie impliquait évidemment des sympathies et des antipathies, de même qu'une volonté d'influencer les socialistes russes et d'influer sur le processus révolutionnaire.

C'est en France que le ton fut donné pour ce véritable choc international. ² La Ligue des Droits de l'Homme convoqua son assemblée générale pour fêter la victoire de la révolution russe de février. Cinq mille personnes répondirent à l'appel. Les historiens Victor Bérard et Alphonse Aulard prirent la parole lors de la séance. Selon l'*Humanité* du 2 avril, «devant l'évocation faite par ces historiens des origines de la Révolution russe et de son parallélisme étroit avec la Grande Révolution française, chacun a senti combien il convenait que les vainqueurs du tsarisme, pour rappeler leurs propres et lapidaires paroles, ne bronchent pas devant la baïonnette des conquérants et ne permettent pas que leur mouvement

soit écrasé par la force militaire étrangère.» Ce parallélisme historique était surtout l'œuvre d'Aulard, l'historien spécialisé dans la Révolution française le plus en vue de l'époque. Aulard avait déjà eu l'occasion d'entrer en contact avec la Russie progressiste en lutte contre le tsar, en 1901, et il avait en compagnie d'autres professeurs d'université protesté contre la répression très violente des troubles qui s'étaient produits à l'Université de Kiev et contre la condamnation prononcée par les tribunaux contre les étudiants avec l'aide des professeurs.

«La Bataille» exprime peut-être plus clairement encore la position d'une importante fraction de l'opinion publique française, en écrivant le 17 mars: «La Russie a trouvé sa révolution bourgeoise, son 1789». Dans l'un de ses numéros du mois d'août, le même journal écrit que les ressemblances entre les deux révolutions sont grandes, et que la révolution russe se trouve dans la même situation que la révolution française en 1792. En Angleterre, c'est à l'occasion d'un meeting qui rassembla dix mille personnes à l'Albert Hall le 31 mars que commença la manifestation spectaculaire de la sympathie suscitée par les révolutionnaires russes vainqueurs du pouvoir arbitraire. Ivan Mikhaïlovitch Maïski, qui vécut en émigration à Londres pendant la première guerre mondiale, mentionne ce meeting «à l'atmosphère sublime» parmi ses plus beaux souvenirs.³ Le socialiste James Bruce Glasier écrivait fort justement dans le numéro du 5 avril du «Labour Leader» (pacifiste): «Depuis les premières journées de la révolution française, il n'y a pas eu en Grande-Bretagne de réunion aussi gigantesque afin de saluer comme un idéal une révolution victorieuse dans un pays étranger et de souligner que celle-ci était considérée comme un signal de lutte pour la liberté à mener dans notre propre pays.»⁴

Dans un article publié le 17 mars, «La Sentinelle», porte-parole du mouvement pacifiste suisse de Zimmerwald compare à une éruption volcanique la révolution russe, et constate que la manière dont elle a débuté rappelle de manière extraordinaire les événements de 1789. L'auteur de l'article voit notamment une analogie dans le fait que, dans les deux pays, la royauté ait dû céder devant le soulèvement de tous les ordres, et que ce soulèvement ait été provoqué par les privilèges. Il est particulièrement important de constater que, dès cette première estimation des faits, «La Sentinelle» établit un parallèle entre la révolte des habitants du faubourg Saint-Antoine (véritable bastion du quatrième ordre) en 1789 et les grèves organisées dans les grandes entreprises de la capitale russe. L'auteur de l'article décrit la *Douma* comme une version particulière de l'assemblée nationale, et rappelle à ses lecteurs qu'au XVIII^e siècle, la bourgeoisie française avait accaparé tout le mouvement révolutionnaire. «L'habileté révolutionnaire des bourgeois fut toujours d'attendre que les ouvriers se soulèvent et, une fois le soulèvement commencé, de lui donner une certaine satisfaction en le dérivant. Le meurtre de Stürmer, de Protapopov, l'abdication du tsar, peuvent être la pâture donnée par la bourgeoisie russe pour tenter de calmer les masses et pour lui permettre, à elle, de s'emparer du pouvoir.» «La Sentinelle» se distingue d'ailleurs aussi des autres journaux social-démocrates des pays de l'Entente dans la mesure où elle ap-

pelle au renversement des gouvernements des pays en guerre et où, en saluant la révolution européenne, elle met l'accent sur l'appel lancé aux prolétaires d'autres pays, avant tout d'Allemagne, afin qu'ils suivent l'exemple des Russes. Un autre zimmerwaldien suisse, Charles Naine, voit dans la révolution de février le début d'une nouvelle ère: «Nous saluons dans la révolution russe l'aube des temps nouveaux que la grande révolution française semblait d'abord promettre à l'humanité, mais que l'ère capitaliste a voilée pendant plus d'un siècle.»⁵ L'organe du parti social-démocrate suisse, le *Berner Tagwacht*, voit de son côté dans le manifeste du Gouvernement Provisoire une répétition de la proclamation des Droits de l'Homme de 1789.

En Allemagne non plus, on ne se faisait pas faute de chercher des antécédents historiques. Nous citons pour exemple le «Der Kampf» de Duisburg qui explique de la manière suivante le radicalisme de la révolution russe, si étonnant pour beaucoup (les petits-bourgeois bernés), dans un article intitulé «Problèmes russes»: «Ceux qui, par contre, sont familiarisés avec l'histoire, reconnaissent là en scuriant une répétition fidèle des expériences des révolutions anglaise et française et de celle de mars 1848, à savoir le fait qu'en des temps mouvementés, l'attitude de toutes les classes et de tous les partis dépend de l'attitude et de la force de la classe la plus radicale, la classe ouvrière.»⁶

La prise de position du *Népszava* (La Voix du Peuple) hongrois mérite une attention toute particulière, du fait que ce journal fit preuve d'une clairvoyance étonnante dès les premiers jours (la nouvelle de la révolution de février parvint dans les capitales européennes vers le 15-16 mars). «On croirait voir se répéter à Pétersbourg les scènes de la grande Révolution française», peut-on lire dans le numéro du 16 mars. Le lendemain, c'était une comparaison avec mars 1848 qui était proposée aux lecteurs, époque à laquelle la flamme de la révolution se propagea si rapidement d'une capitale à l'autre. Il n'y a pas encore, dans ces constatations, d'éléments essentiels, mais le fait que le journal déclare nettement le 18 mai que c'est la bourgeoisie qui a pris le pouvoir en Russie est frappant. L'article en question fait état d'un exemple historique (d'ailleurs pas très exact) que l'auteur de ces lignes n'a pas eu l'occasion de rencontrer ailleurs. Aux termes de l'article, Alexandre Ivanovitch Gutchkov, passé de l'état de commerçant à celui de ministre, pouvait reprendre le mot du banquier français Laffitte après la victoire de la révolution de Juillet, en 1830, et dire que dorénavant, c'étaient les fabricants et les commerçants qui régnaient. Par la suite, en analysant la situation politique intérieure russe, le *Népszava* sculignait à juste titre que la bourgeoisie n'était pas parvenue seule au pouvoir, qu'elle était pressée à gauche par la classe ouvrière et la paysannerie, et qu'elle était pour cette raison dans l'obligation de réaliser la démocratie et se devait de légiférer sur les droits des ouvriers. Afin d'apprécier à sa juste valeur la clairvoyance dont faisait ainsi preuve le *Népszava*, il est nécessaire de mettre en relief le fait que la presse bourgeoise — surtout dans les pays de l'Entente — considérait la révolution de février comme étant exclusivement le fait de la bourgeoi-

sie et du bloc progressiste, et qu'une bonne partie des organes de presse socialistes étrangers ne se rendirent compte que beaucoup plus tard de la division interne de la démocratie russe.

Outre la priorité indiscutable dont jouissait le parallélisme avec 1789 (ou 1792), d'autres exemples historiques avaient la faveur des «spécialistes russes» des partis socialistes. C'était d'autant plus logique dans le cas de l'Angleterre que sa révolution bourgeoise précoce ne laissait pas place à beaucoup de comparaisons. Dans le numéro du 12 avril de «The Call», Dora Montefiore contait que dix ans plus tôt, lors d'un séjour à Pétersbourg, on lui avait montré l'arbre auquel étaient montés le janvier 1905, le jour du «dimanche sanglant», des petits garçons curieux, que les balles des soldats du tzar avaient fauchés sur leur perchoir et qui étaient tombés, morts, au milieu de la foule. Ce triste épisode de la première révolution russe rappelait le carnage de Peterloo (en 1819) à Dora Montefiore, qui constatait avec satisfaction dans son article que la révolution de février avait mené à bonne fin la démocratisation de toutes les institutions russes et du système électoral. Dans son numéro du 19 avril, «The Call» publiait sous le titre de «*Protect the Revolution*» un article analysant les plans des milieux dirigeants anglais et des puissances alliées concernant la Russie, révélant leur intention d'apporter au Gouvernement Provisoire une aide approfondie pour discréditer par tous les moyens les socialistes russes, et pour étouffer le mouvement socialiste. Et l'article d'inciter les lecteurs à se souvenir de 1848, où Paris avait déclenché le mouvement, mais où le peuple anglais n'avait pas répondu à l'appel, ce qui eut pour effet de mettre fin au mouvement révolutionnaire européen à Kennington Common le 10 avril. (Les chartistes s'étaient rassemblés en masse sur la place de Kennington afin de déposer une pétition au Parlement, mais leur projet échoua, et c'est ce qui marqua le début de la décadence du mouvement chartiste.) L'auteur de l'article mettait ses compatriotes en garde contre le danger de voir l'Angleterre donner à nouveau naissance à une vague contre-révolutionnaire, car le sang des martyrs russes retomberait sur leur propre tête. Il ne fait aucun doute que «The Call» mettait là le doigt sur une connotation très importante de l'histoire de la Grande-Bretagne et du continent, et il est certain que son argumentation était également propre à exercer une influence sur les sentiments de la classe ouvrière anglaise en un moment où l'intervention des grandes puissances ouest-européennes commençait à représenter un danger réel — bien qu'elle n'ait alors été limitée qu'aux moyens politiques.

En-dehors de l'Angleterre, la Suisse constitue un bon exemple de la manière dont on peut utiliser les grands tournants de l'histoire nationale pour des buts politiques d'actualité. A la fin du mois de mars, une grande polémique s'engagea au parlement suisse à propos d'une proposition émanant du secrétaire général du parti social-démocrate, Robert Grimm. Celui-ci avait en effet proposé que l'assemblée législative salue sous une forme officielle la révolution russe victorieuse. Les députés bourgeois demandaient l'ajournement de la «question russe» sous prétexte que la

révolution n'était pas encore terminée et que le fait de la saluer aurait donc été prématuré. Dans son argumentation, Grimm déclara que la révolution russe n'était pas seulement l'affaire du socialisme, mais aussi celle de la démocratie et du républicanisme en s'appuyant sur de grandes dates de l'histoire de Suisse telles que 1798, qui vit la proclamation de la république helvétique, 1830, date marquée par des mouvements populaires, et 1848, qui vit la victoire des radicaux dans la guerre civile.

Il ressort déjà des déclarations évoquées jusqu'ici, qui furent faites simultanément, que la recherche de parallélismes historiques ne peut être uniquement expliquée par un effort de compréhension des processus politiques modernes à travers les analogies d'événements du passé. Ces raisonnements porteurs d'éléments idéologiques furent élaborés en vue d'objectifs politiques déterminés. Ces objectifs variaient évidemment selon l'alliance militaire en guerre à laquelle appartenait le pays en question, en fonction d'un éventuel statut de neutralité, et selon le fait qu'il s'agissait d'un groupement politique partisan de la guerre «jusqu'au bout» ou bien d'un groupe se prononçant contre la guerre. Les gouvernements des pays de l'Entente, ainsi que les dirigeants social-démocrates qui soutenaient leur politique, avaient confiance dans le fait qu'il suffirait d'écarter du pouvoir la dynastie des Romanov, qui s'était révélée incapable de poursuivre la guerre, pour rétablir l'«unité nationale» et multiplier la force militaire de la Russie. Les forces alliées, coincées sur le front occidental, avaient grand besoin d'un appui plus prononcé de l'armée russe. On comprend donc que la presse bourgeoise anglaise et française, ainsi que les journaux socialistes soutenant le gouvernement, aient mis dans leurs commentaires l'accent sur l'unité de la nation russe, alors que le développement autonome de la révolution avait fait une fiction vide de sens de l'unité nationale qui caractérisa réellement la première phase (bien qu'elle ait alors déjà été fragile et plus apparente qu'autre chose). On ne peut en effet considérer comme un hasard le fait que le journal du pacifiste Jean Longuet, «Le Populaire du Centre» ou, en Angleterre le «Labour Leader» et «The Call», tous deux pacifistes, aient publié des articles sur la manière dont les soviets parvenaient à contrebalancer efficacement l'influence du Gouvernement Provisoire. C'est dans ces journaux qu'on voit souligner un fait fondamental, à savoir que la révolution ne faisait que commencer, et n'était donc pas terminée. On trouve dans «Le Populaire du Centre» une caractérisation bien faite du «rôle historique» joué et de son essence: «Certains de nos éminents directeurs d'opinion, appelés aussi des bourreurs de crâne, font des comparaisons sur le ton lyrique avec la Révolution Française». Dans le même temps, ils laissaient dans l'ombre des questions extrêmement importantes telles que la présence et le poids dans la révolution russe du prolétariat, qui n'existait pas encore en 1789. «La 'Sainte Russie' entre dans une crise dont les prolétariats socialistes des autres pays ont à suivre les phases avec une attention soutenue et passionnée.»⁷

Au pôle opposé, les gouvernements et les partis socialistes officiels des pays des puissances centrales tournaient également des regards pleins

d'attente vers Pétersbourg, mais contrairement à Londres et à Paris, ils plaçaient leurs espoirs dans une augmentation des perspectives d'une paix séparée. En Autriche et en Hongrie, le désir de paix était particulièrement fort, les masses s'étant lassées des souffrances et des privations. Dans cet ordre d'idées, la manière dont Ernő Garami, le chef reconnu de la social-démocratie hongroise, aborde la question des réminiscences de 1789, ou plus exactement de 1792, est pleine d'enseignements. En tant que socialiste bien formé, il connaissait évidemment bien les textes de Marx et d'Engels sur la révolution française, et leur thèse selon laquelle il existait un rapport étroit entre l'attaque opérée en 1792 par l'ennemi extérieur et la radicalisation de la révolution. Cependant, Garami niait que ce principe pût également être appliqué à la révolution russe de 1917, d'une part parce que l'on ne pouvait redouter en 1917 d'attaque concentrée d'une coalition contre-révolutionnaire, et d'autre part parce que la Russie avait déjà envoyé dans les tranchées tout ce qu'elle comptait d'hommes de l'armée territoriale, les descendants des volontaires de 1792, et qu'elle ne disposait donc plus de masses nouvelles et mobilisables. Garami soulignait également le désir de paix bien connu du peuple russe. Il ne voyait pour sa part qu'un seul danger réel, en l'occurrence le fait que, si les puissances centrales décidaient de procéder à une intervention, elles obligeraient par là les révolutionnaires russes à soutenir une lutte sans merci, et ce serait alors une guerre populaire contre les intrus. Il est évident que c'est de cela qu'avaient le plus peur les dirigeants de la social-démocratie hongroise, car une intervention armée n'aurait fait que prolonger les souffrances des masses populaires et aurait rendu impossible une signature rapide de la paix.⁸

En gros, l'enthousiasme provoqué par la révolution de février devait commencer à retomber fin avril et début mai, bien que des voix pessimistes se soient élevées plus tôt déjà, qui mettaient en doute les perspectives d'avenir en raison de la division intérieure de la révolution, et de l'opposition croissante entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. Lorsqu'il devint évident pour les observateurs étrangers que l'homogénéité — apparente et temporaire — des premiers temps de la révolution avait cessé, l'attention générale se tourna vers la lutte entre le Gouvernement Provisoire et les soviets et vers l'activité des Bolcheviks. La presse bourgeoise et certains journaux socialistes entamèrent une campagne de calomnie systématique des Bolcheviks. Le Gouvernement Provisoire proclama ouvertement ses objectifs bellicistes, accélérant ainsi la polarisation des forces politiques. Le ministre des Affaires Étrangères Pavel Nikolaïévitch Milioukov, qui était auparavant professeur d'histoire et qui jouissait d'une popularité extraordinaire dans les milieux bourgeois d'Europe de l'Ouest et d'Amérique, écrit dans ses Mémoires que lorsqu'on apprit à Paris et à Londres le conflit qui opposait les soviets socialistes et le gouvernement bourgeois, le projet avait été formé de créer entre eux une sorte de «sainte alliance», probablement en souvenir de Danton et de Gambetta.⁹

La nouvelle situation qui régnait en Russie, ainsi que le conflit croissant entre les forces bourgeoises et socialistes, aboutirent à l'élaboration de nouveaux parallélismes historiques. Alors qu'en mars, en général, l'attention était concentrée sur le renversement de l'ancien régime russe, à partir du mois d'avril, c'est la politique suicidaire de la Gironde faisant éclater la guerre et la révolution française de 1848 qui représentent les principaux points de repère. Voyons quelques exemples: Dans son supplément au numéro du 4 avril, le «*Berner Tagwacht*» publie un article intitulé «*La révolution russe et la social-démocratie*», fort intéressant du point de vue qui nous occupe. «*Des nouvelles inquiétantes nous parviennent de Russie. Il semble que la formation entre les mains de qui est actuellement la barre du pays veuille détourner l'énergie révolutionnaire des masses ouvrières dans une guerre «patriotique».* Le «*Berner Tagwacht*» souligne fort justement le fait que l'Entente avait besoin de l'appui militaire de la nouvelle Russie, et qu'elle exerçait une pression sur le Gouvernement Provisoire. Et d'évoquer à titre d'avertissement une fois de plus la révolution française, et peuple de France qui paya chèrement la guerre qu'on lui imposait, d'abord par le règne de Napoléon, puis par la réaction européenne qui s'ensuivit. «*Nous voudrions attirer l'attention du présent gouvernement de la Russie sur le sort qui fut celui des Girondins, qui payèrent de leur tête leur lutte sur deux fronts*»¹⁰. Conformément à la ligne pacifiste suivie par le parti social-démocrate suisse, le «*Berner Tagwacht*» appelle les socialistes russes à exiger du gouvernement l'initiative des pourparlers de paix.

Nous trouvons une autre allusion aux Girondins dans un article de Marcel Cachin intitulé «*La crise russe*», quoique dans un tout autre contexte. Cachin voyait pour sa part un grand danger pour le peuple russe dans les efforts déployés par les séparatistes ukrainiens mais, connaissant le passé historique, il parvient à une conclusion optimiste, écrivant: «*Je sais bien que chez nous, la grande Révolution a supprimé les Girondins qui rêvaient le fédéralisme.*»¹¹

Si la politique étrangère du Gouvernement Provisoire évoque les Girondins, la manière dont il met tout en oeuvre pour étrangler le mouvement socialiste rappelle aux contemporains répression sanglante de l'insurrection ouvrière de juin 1848. Certains représentants des milieux dirigeants, par exemple des diplomates connaissant bien les conditions qui étaient celles de la Russie, déclarèrent que, du fait que le mouvement ouvrier s'était retourné contre le Gouvernement Provisoire, on assistait là à une situation similaire à celle de la France en 1848. Ils définissent de la manière suivante la formule de cette politique: anarchie ou dictature.¹² Dans le sens opposé, Plékhanov se pencha lui aussi sur la possibilité d'un retournement contre-révolutionnaire. Dans une lettre écrite à San Remo et datée du 22 mars, il écrit: «*Il faut se rendre en Russie le plus tôt possible. Il faut faire tout ce qui est en notre pouvoir pour ne pas voir se répéter chez nous les journées de juillet 1848. En France, ces journées ont abouti au Second Empire. Chez nous, elles amèneraient une restauration extraordinairement sanglante.*»¹³

Nous ne trouvons dans la littérature contemporaine que quelques rares raisonnements touchant à la paysannerie russe. La raison de ce phénomène doit résider dans le fait qu'on ne disposait à l'étranger d'aucune connaissance précise sur la vie des campagnes russes et le sort des paysans. C'est la raison pour laquelle nous considérons comme très importantes les études sur des thèmes agricoles procédant de la plume de théoriciens social-démocrates allemands et parues dans différentes revues. Le texte de Karl Kautsky sur les perspectives de la révolution russe parut également en russe dans le numéro 7-8 de «*Letopis*». Il y aborde de nombreuses questions, mais nous ne parlerons ici que de celles qui reflètent la fonction des réminiscences historiques dans l'élaboration de sa conception politique. Partant de la situation de l'armée russe, Kautsky finit par conclure que le moral de l'homme de troupe évolue parallèlement à celui du paysan. En France, les campagnes se sont ralliées aux révolutionnaires citadins dans l'espoir de se voir attribuer des terres. La France, poussée dans ses retranchements de toutes parts, se vit occuper en 1793 de ses sources d'importation, par suite de quoi la démocratie citadine fut obligée de maximiser les prix, ce à quoi s'opposèrent les paysans, et cela fut à l'origine d'une scission dans le camp des révolutionnaires. Dans les pays industriellement développés, le sort de la démocratie ne dépend plus de la paysannerie; mais en Russie, la situation est entièrement différente, car les paysans y représentent encore des éléments décisifs. En 1905, le paysan russe voulait obtenir le plus de terre possible, et les problèmes de l'ordre étatique démocratique l'intéressaient peu. La révolution de 1905 ne parvint pas à soulever l'ensemble des paysans et, tout comme en 1525, le mouvement se morcela en révoltes locales qui furent facilement vaincues par le pouvoir. Si la nouvelle révolution donnait aux paysans des avantages matériels, ceux-ci lui resteraient fidèles. Outre la classe paysanne, l'armée représente également un bastion de la jeune république; à ce point de vue, les perspectives sont de loin meilleures que celles de la république française en 1792 et en 1848. Les chances d'un tournant à droite se trouveraient accrues en cas de poursuite de la guerre et de lutte enthousiaste de la part de l'armée, mais la situation est exactement inverse, car où trouver un Napoléon?

Tel est le raisonnement de Kautsky. Si nous passons sur le fait qu'il est centré sur l'exigence de conquérir la «démocratie», son opinion sur la paysannerie et l'armée devait être confirmée par les événements ultérieurs. Tsounov représentait pour l'essentiel un point de vue similaire. Il voyait le principal critère de la situation d'après février dans le fait que le prolétariat avait commencé à réunir ses forces afin de se préparer à renverser le pouvoir. Le compromis passé avec les libéraux ne pouvait conduire qu'à un retard de la mise en œuvre des réformes. Sur ce point, Tsounov fonde son argumentation sur l'exemple de la législation agricole entamée en 1789, soulignant à juste titre que la paysannerie française n'aurait pu se débarrasser de toutes les charges féodales si la révolution n'avait pas évolué jusqu'au règne des Jacobins.¹⁴

Avant de passer à la question de savoir quels changements occasionna la Révolution d'Octobre dans les réminiscences historiques, voyons brièvement si les parallélismes historiques ont ou non joué un rôle dans l'analyse de la situation des Bolcheviks. L'étude des œuvres de Lénine constitue une solution toute prête. Il suffit de compulser la table des matières et l'index des volumes contenant des textes de 1917 pour se convaincre de la fréquence avec laquelle Lénine eut recours comparaisons avec l'histoire de France. Nous pensons ici à des exemples comme «Le blanquisme», «On recherche Napoléon», «De quelles sources de classe proviennent et proviendront les Cavaignac?», «Peut-on effrayer la classe ouvrière par le «jacobinisme»?», «Une nouvelle affaire Dreyfus?», «Dreyfusiade» et, surtout, «L'Etat et la révolution». On trouve une grande quantités d'allusions dispersées dans les différents articles. Lénine s'est préoccupé de problèmes tels que celui de la diffusion de la révolution en province (révolution municipale) — l'actualité de ce problème réside dans le fait que les soviets créés dans les villes de province dépendaient moins, politiquement, du pouvoir central que celui de Pétersbourg —, celui des «gouvernements» créés à l'époque de l'élan révolutionnaire de 1905 en tant que précurseurs des soviets, celui de la haine ressentie par la bourgeoisie à l'égard des Bolcheviks, qui rappelait par bien des points la vague de sentiments anti-Dreyfus, celui du blanquisme se manifestant dans l'activité des chefs du soviet de Pétersbourg Tchéidze et Tsereteli, ainsi que d'autres encore, ou le problème des efforts déployés par les classes aisées pour passer le pouvoir à un dictateur militaire (on sait que le général Kornilov tenta vainement de prendre le pouvoir fin août). Mentionnons en dernier lieu les Jacobins, bien que Lénine et les Bolchéviks aient vu dans le jacobinisme le sommet de la révolution française. Rappelons ici au Lecteur que les textes cités jusqu'ici, à l'exception de ceux de Kautsky et de Tscounov, ne mentionnent pas une seule fois l'année 1793, mais font dans leur grande majorité allusion à 1789 ou à 1792. Ce simple fait est en lui-même parlant. Bien qu'il s'agisse d'un lieu commun pour les personnes cultivées, rappelons ici que, selon les enseignements de l'historiographie de la Révolution française, on reconnaît plus ou moins avec précision le degré de radicalisme d'un historien ou de la tendance qu'il représente selon qu'il a pour héros Mirabeau, Danton ou Robespierre, ou en fonction de la doctrine politique du XVIII^e siècle avec laquelle il sympathise. Tout cela ne nous permet cependant pas encore de faire une différence de principe entre Lénine et les socialistes contemporains qui intégrèrent aussi d'une manière ou d'une autre la dictature jacobine à leur propre image historique. C'est Lénine lui-même qui a exposé cette différence dans «Peut-on effrayer la classe ouvrière par le «jacobinisme»?» «Au XX^e siècle, en Europe ou à la frontière de l'Europe et de l'Asie, le 'jacobinisme' représenterait la domination de la classe révolutionnaire, le prolétariat; et non seulement ce même prolétariat, avec l'appui des paysans pauvres, en s'appuyant sur les conditions matérielles nécessaires à la progression vers le socialisme, réaliserait tout ce que les actes des jacobins du XVIII^e siècle ont eu de grand, d'ineffaçable et d'inoubliable, mais cela aboutirait

aussi à une victoire mondiale et durable des travailleurs. Par son essence même, la bourgeoisie hait le jacobinisme. Par son essence même, la petite-bourgeoisie en a peur. Les ouvriers et les travailleurs conscients de leurs droits sont convaincus que le pouvoir doit aller aux mains de la classe révolutionnaire et opprimée, car c'est *cela* l'essence même du jacobinisme, c'est l'unique voie qui permette de sortir de la crise, qui puisse nous sauver de la désagrégation économique et de la guerre.¹⁵ Cette citation prouve elle aussi que Lénine était le seul, en 1917, pour qui les réminiscences historiques (son respect à l'égard des grands Jacobins de 1793) aient représenté un stimulant intellectuel dans l'activité théorique et de propagande qu'il déploya en vue de réaliser la dictature du prolétariat.

Revenons à présent à l'accueil que reçurent à l'étranger les événements de Russie, et plus particulièrement au raz de marée provoqué par la victoire de la révolution socialiste. S'il est vrai que le terme d'anarchie des nouvelles s'applique à toute l'année 1917, cela est doublement vrai en ce qui concerne le mois de novembre. Au bout de quelques semaines, cependant, les nouvelles en provenance de Pétersbourg gagnèrent en netteté et devinrent de plus en plus claires. Tout le monde se voyait forcé de prendre conscience du fait que la tendance des Bolcheviks (que l'on appelait souvent à l'époque «maximalistes») avait pris le dessus. Il vaut la peine de se pencher de près sur la prise de position de «L'Humanité», que l'on peut considérer comme typique à plusieurs points de vue. Avant la victoire de la révolution socialiste encore, le 25 octobre, elle proposait de convoquer l'assemblée constituante russe pour venir à bout de la crise de la révolution. Il est intéressant de voir que cette fois, l'auteur de l'article avait recours à un exemple emprunté à l'histoire allemande pour soutenir son argumentation. «Il s'agit, de plus, de créer une sorte de Parlement, appelé ici, d'après le modèle allemand de 1848, Pré-Parlement ou «Avant-Parlement» (Parlement Préliminaire), devant lequel le nouveau gouvernement serait responsable.» Le 12 novembre, «L'Humanité» annonçait la création d'un Comité de Salut Public opposé au Conseil des Commissaires du Peuple. Selon le journal, plusieurs fractions socialistes, et notamment le groupe *Edinstvo*, dirigé par Plékhanov, auraient rallié le Comité. On trouve dans le même numéro de «L'Humanité» l'article de Renaudel intitulé «Faisons confiance». L'auteur y enrichit d'un élément nouveau le parallélisme 1789-1917: «Notre presse blâme beaucoup les Soviets, oubliant qu'ils ressemblent singulièrement à nos clubs révolutionnaires des Cordeliers, des Feuillants ou des Jacobins. Nous croyons, nous, que les Soviets répondent à la force profonde de la révolution russe. Mais les clubs révolutionnaires n'avaient qu'une influence indirecte. C'est la Convention qui, malgré tout, gardait le pouvoir suprême. Il faut que la Russie en arrive là pour son compte. Nous voulons faire confiance à la démocratie russe.» La confiance auquel il est fait allusion dans le titre — précisons tout de suite qu'elle n'était en rien fondée — signifiait ni plus ni moins que Renaudel espérait encore après la victoire de la Révolution d'Octobre que la nouvelle Russie socialiste prendrait sa part des efforts de guerre des alliés. C'est vraisemblablement pour apaiser le mécontente-

ment manifesté à l'égard de la Russie par suite des lourdes pertes subies par la France et de la défection des alliés orientaux que Renaudel écrit: «Mais nous aurions tort de ne pas nous rappeler que notre révolution n'a pas organisé la France en un jour, qu'elle a connu sa guerre de Vendée ses troubles de la rue, ses concurrences de personnes.» Et de conclure qu'un pays aussi immense que la Russie a besoin de temps pour sortir du chaos.

Le chef de parti et rédacteur en chef de l'Humanité Renaudel était partisan de la guerre, mais Longuet était pacifiste. Il est très instructif de voir que les deux hommes parvinrent malgré cela à trouver un dénominateur commun à la fin de 1917 à propos d'un problème particulièrement important. Longuet écrivit dans le numéro du 2 octobre de son journal, «Le Populaire du Centre», un article intitulé «Pour la Jeune République Russe», dans lequel il expose que «la grande faiblesse du nouvel état de choses réside dans l'absence, depuis mars dernier, de toute institution représentative régulière.» Le 20 novembre, il écrit un nouvel article, sous le titre de «Au secours de la Révolution Russe». Dans ce texte, il part du fait que c'est en vain que les grands journaux bourgeois de Paris et de Londres voudraient pouvoir annoncer la défaite des «maximalistes» et l'exécution de leurs chefs, et qu'ils doivent plutôt reconnaître que rien ne s'est produit jusqu'alors qui justifie cet espoir. «Nous sommes hantés par le souvenir de la révolution française qui, telle Saturne dévorant ses propres enfants, prépara par ses divisions la mort de la liberté et la victoire de la contre-révolution». Pour Longuet, il n'est pas un seul socialiste français qui, voyant les luttes intérieures qui secouent la Russie (Bolcheviks contre Mencheviks d'une part, Kerenski contre Tcheïdze d'autre part), ne pense aussitôt aux luttes entre Girondins et Montagnards, à la scission interne du camp jacobin et au conflit entre le Club des Cordeliers et les Hébertistes. Longuet revient sur ce point, dans son article du 2 octobre, à sa constatation la plus importante, à savoir qu'il n'existe toujours pas en Russie de pouvoir public né de la nation: «Le salut de la Russie est dans l'élection immédiate de sa Constituante.» Longuet adresse des reproches tant au gouvernement français qu'aux socialistes français et anglais parce qu'ils ne soutiennent pas énergiquement les socialistes russes (c'est à dire les Mencheviks et les S. R.), les accusant d'être par là responsables de la dégénérescence de la situation en Russie.

Et c'est ainsi qu'une plate-forme commune se créa entre «L'Humanité» (Renaudel), soutenant la thèse de la guerre jusqu'à la victoire finale, et un Longuet poussant à la conclusion d'une paix immédiate. En ce moment historique donné, la conception d'un «pré-parlement», d'une institution représentative née dans des formes légales, c'est à dire par voie électorale, telle que la voit Longuet, signifierait étant donné la logique de la lutte politique, le blâme du pouvoir des soviets placés sous la direction des Bolcheviks, et équivaldrait à amener les Bolcheviks à former un gouvernement d'union comprenant toutes les fractions socialistes. Cependant, les conditions nécessaires à la création d'un gouvernement d'union de ce genre n'étaient pas réunies, en raison de la résistance des

Mencheviks et des S. R. Toujours est-il que l'on comprend mieux, en connaissant cette position, l'effet négatif qu'exerça la dissolution en janvier 1918 de l'Assemblée Constituante sur une bonne partie des dirigeants socialistes européens.

La victoire de la révolution socialiste amena les socialistes éloignés du bolchévisme eux-mêmes à procéder à un examen de conscience. Parmi les articles écrits avec l'intention de liquider les erreurs, nous considérons un bref coup d'œil en arrière publié dans le numéro du 8 décembre de «La Bataille» comme le plus ouvert: «Eh bien, ces vrais républicains, ces authentiques descendants des grands conventionnels, s'ils ne s'en tiennent ferme qu'aux grands principes de la Révolution de 1789 en laquelle ils voient l'alphabet et l'omega de tous les principes sociaux présents et futurs, ne peuvent voir clair dans les événements actuels qui dépassent leur compréhension. Devant les faits et les événements bouleversant nos dogmes, quels qu'ils soient, ces dogmes doivent disparaître, et nous devons rectifier ce que nous considérons jusqu'alors comme vérité. Ceux de nos hommes d'Etat qui ne voient les peuples et les nations au XX^e siècle qu'avec les lunettes du XVIII^e sont semblables aux navigateurs qui n'ignoraient rien des vents et marées et manoeuvraient avec ces seules données sans se douter ni des grands courants, ni des lames de fond, ni des récifs.» A notre connaissance, en zone francophone, c'est cet article qui a déclaré le plus clairement qu'il avait été erroné de vouloir analyser la transformation politique débouchant sur la révolution socialiste de la Russie en utilisant les critères de la Révolution française du XVIII^e siècle.

En Allemagne, c'est Kautsky qui se livra à la première conclusion de principe. Il part du fait que, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, le prolétariat a pris le pouvoir. Dans la question des réminiscences historiques, il établit une distinction extrêmement nette entre les ouvriers ouest-européens et les ouvriers russes. «Les ouvriers de France sont aujourd'hui encore fortement influencés par les traditions de la grande Révolution, tandis que la pensée des Anglais est encore souvent entravée par le radicalisme du libre-commerce. Les porte-paroles du prolétariat russe, eux, sont des partisans de la forme la plus jeune et la plus élevée de la pensée prolétarienne, le marxisme. Ce sont eux qui ont mis définitivement sur la voie du marxisme les aspirations politiques de la couche la plus avancée et la plus vigoureuse du prolétariat.»¹⁶ Selon Kautsky, dans le monde entier, ce sont les ouvriers russes qui ont pu manifester le plus ouvertement leur hostilité à la bourgeoisie. Kautsky a raison de dire que le mouvement socialiste russe, et avant tout le parti bolchevik, n'était pas tellement lié par les traditions révolutionnaires françaises, et cela d'autant moins que la première révolution russe, beaucoup plus proche dans le temps, lui offrait beaucoup plus de prises (ceci n'est d'ailleurs nullement contredit par le fait que Lénine, comme nous l'avons déjà constaté, a largement puisé à la source des expériences de l'histoire de la politique française des XVIII^e et XIX^e siècles).

L'ironie de l'histoire veut que l'importance comparée, au point de vue de l'histoire universelle, de la Révolution d'Octobre et de la Révolution

française ait été évaluée justement pour la première fois par un socialiste qui passa ces journées historiques entre les murs d'une cellule, coupé du reste du monde. Le 11 novembre, Karl Liebknecht écrivait, au pénitencier de Luckau: «Je n'ai pu parcourir que très superficiellement les journaux. Le processus immense de la révolutionnarisation sociale et économique de la Russie, de sa transformation, des régions les plus abyssales à l'écume de la surface, n'en est pas à sa conclusion, mais à ses débuts, et des possibilités illimétées s'ouvrent devant elle. Il s'agit là d'un processus d'envergure beaucoup plus grande que celui de la Révolution française. Je ne souffre en rien autant de ma situation actuelle et du fait que je suis intellectuellement coupé du monde qu'au propos de la question russe.»¹⁷ Le fait que Liebknecht et les autres socialistes de gauche aient élaboré leur point de vue à l'annonce de la victoire de la révolution socialiste plus intuitivement qu'en s'appuyant sur une connaissance fût-elle approximative des faits est évidemment une autre question.

Etant donné que nous nous sommes penchés ici sur les répercussions internationales des deux révolutions russes sous l'angle très particulier des réminiscences historiques et en nous appuyant sur la presse de l'époque et en partie sur des souvenirs, on comprendra qu'il n'ait pas été question de la manière dont réagirent les ouvriers eux-mêmes. Nous possédons en tout et pour tout une seule preuve du fait qu'ils établirent eux aussi des parallèles historiques, à savoir les souvenirs de S. A. Lozovski. La valeur de cette source est grande, car Lozovski séjourna à Paris en 1917, et il était en contact avec les ouvriers français. Il conte notamment comment Kerenski fit un discours aux ouvriers parisiens après sa chute: le politicien russe, connu pour son attitude démagogique, dut certainement ne pas faire une bonne impression à son auditoire, car les ouvriers parisiens l'appelèrent moqueusement «Monsieur Coblenz» et déclarèrent que les Bolcheviks avaient eu raison de le bannir.¹⁸

Pour résumer, nous pouvons dire que, de mars 1917 à la fin de l'année, les réminiscences historiques ont fortement influencé les représentants de la bourgeoisie progressiste et les politiciens social-démocrates dans l'opinion qu'ils se sont formée des révolutions russes. Elles les influencèrent et les empêchèrent aussi de reconnaître les rapports de force véritables et l'orientation du mouvement social. Nous nous sommes efforcés de démontrer que la sélection et la mise en œuvre des connaissances qui constituent la base de la conscience historique furent en l'occurrence déterminées par les conceptions politiques, les sympathies et les antipathies des personnalités concernées, et que celles-ci ne se contentaient nullement d'enregistrer les faits grâce à leurs analyses, mais qu'elles voulaient influencer par là sur les différentes tendances du mouvement socialiste russe. La Révolution d'Octobre a eu pour effet de rendre évidente pratiquement du jour au lendemain l'absurdité de réminiscences historiques basées sur une simple répétition du passé. Elle a amené à réviser leurs jugements de valeur tous ceux qui ne s'étaient montrés capables jusque là que de penser en catégories de l'histoire politique des révolutions des XVIII^e et XIX^e siècles. Il ne put des lors plus faire de doute pour les penseurs

critiques que la nouvelle réalité russe ne pouvait être découverte que de l'intérieur, en procédant à une analyse approfondie de la structure de la société russe, de l'évolution du mouvement ouvrier et des forces motrices de la révolution socialiste.

NOTES

- ¹ ... „vidiat v nedostatke informatsii pritschinou niekotoroi vrazdiebnosti, kotorouïu obnouroujivaet tchast' frantsouskogo obchestvennogo mneniia k' Rossii.” Tsentralni Gessoudarstvenni Istoritcheski Archiv Leningrada (Archives Historiques Centrales d'Etat de Leningrad), f. 1538, op. 1, ed. hr. 1000.
- ² On peut considérer ce phénomène comme naturel, étant donné que la conscience historique de larges couches de Français a été déterminée par les idées de la Révolution française.
- ³ I. M. Maïski: Utazás a múltba ('Voyage dans le passé'), Budapest, 1967, p. 283.
- ⁴ „Not since the early days of the French Revolution has there been witnessed in Great Britain vast gatherings of the people acclaiming a Revolution in a foreign land as an example and a signal for freedom in their own country.” Labour Leader, 1917, 5 avril.
- ⁵ La Sentinelle, 23 mars 1917.
- ⁶ „Der geschichtlich Gebildete hingegen sieht hier bloss lächelnd eine getreue Wiederholung der Erfahrungen aus der englischen, französischen und der Märzrevolution: dass nämlich in Sturmzeiten die Haltung sämtlicher Klassen und Parteien von der Macht und der Haltung der radikalsten, d. h. der Arbeiterklasse abhängt.” Der Kampf, 7 avri 1917.
- ⁷ Le Populaire du Centre, 24 mars 1917.
- ⁸ Ernő Garami: A szocialisták és a béke ('Les socialistes et la paix') in: Népszava, 27 avril 1917.
- ⁹ P. N. Miloukov: Vospominaniia (1859–1917). New York, 1955. II. IX/3.
- ¹⁰ „Beunruhigende Nachrichten kommen aus Russland: die ans Ruder gelangte Regierung scheint die revolutionäre Energie der Arbeitermassen ins „patriotisch“-kriegerische Fahrwasser ablenken zu wollen... Die jetzige bürgerliche Regierung Russlands möchten wir an das Schicksal der Girondisten erinnern, denen der Kampf nach zwei Fronten die Köpfe gekostet hat.”
- ¹¹ Le Populaire du Centre, 30 juillet 1917.
- ¹² (NA) de l'Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences de l'URSS, J–113.
- ¹³ „... iekhat' v Rossiïu kak mojno skoree. Nado sdielat' vsio, ot nas zavisiastchee, tchotob' ou nas nie povtorilis' iïounskie dni 1848 goda. Vo Frantsii eti dni priveli ko vtoroi imperii, u nas — privedut k restavratsii ves'ma krovoprolitnoi.” Bibliothèque Publique d'Etat. Archives de la maison Plékhanov. f. 1093. ed. hr. A. 45.32.
- ¹⁴ Die Glocke, 2 juillet 1917.
- ¹⁵ Oeuvres de V. I. Lénine (en hongrois). T. 32. Budapest, 1972, pages 374–375.
- ¹⁶ „Die Arbeiter Frankreichs werden heute noch stark beherrscht von den Traditionen der grossen Revolution, die Englands sind noch vielfach befangen in den Gedankengängen des freihändlerischen Radikalismus. Die Wortführer des russischen Proletariats sind dagegen insgesamt der jüngsten und höchsten Form proletarischen Denkens, dem Marxismus, ergeben, und durch sie ist das politische Streben der vorgeschrittensten und kraftvollsten Schicht des russischen Proletariats ganz in Marxistische Bahnen geleitet worden.” K. Kautsky: Die Erhebung der Bolschewiki. Leipziger Volkszeitung. 15 novembre 1917.
- ¹⁷ Karl Liebknecht: Válogatott beszédek és írások (Discours et textes choisis). Budapest, 1954, p. 427.
- ¹⁸ S. A. Lozovski: Oktjabrskaa revoliutsiia i mejdounarodnoe rabotchee dvijeniie. Proletarii, 7 décembre 1917.